



**BAB-EL-OUED
«CHOUHADA»,
20 ANS APRÈS**

**Lifting
architectural et
des jeunes en proie à la malvie**

Le 5 Octobre 1988, alors que rien n’annonçait l’explosion populaire qui allait se produire, Bab-el-Oued a été dévasté en quelques heures. Aujourd’hui, vingt ans après, «Bab-el-Oued chouhada» n’a pas changé pour ses habitants. Dans ce quartier populaire, bien qu’il ait pansé ses blessures, les jeunes parlent toujours de mal-vie.

Les habitants de ce quartier, surpris par le déchaînement populaire, ont vécu une semaine dominée par la violence durant laquelle les jeunes et les moins jeunes sont sortis en masse dans la rue. Aujourd’hui, vingt ans après le vent de révolte qui a soufflé sur ce quartier, à l’instar des autres communes de la capitale, la population n’a rien oublié de ces journées désormais ancrées dans la mémoire collective. Bab-el-Oued, dimanche 28 septembre 2008, en cette matinée du vingt-huitième jour du Ramadan, le marché grouille déjà de monde. Ici, les activités sont immuables, et rien n’a changé depuis les deux dernières décennies, où l’activité commerciale reste importante. Aucune trace de l’explosion populaire de l’époque, et rares sont les habitants qui en parlent encore. Ce quartier populaire a, semble-t-il, pansé ses blessures. Bab-el-Oued «chouhada» a pourtant été encore meurtri et martyrisé durant ces dernières années. Décennie noire, les inondations de novembre 2001 et le tremblement de terre de 2003. Ces évènements dramatiques ont aussi fait que la configuration de cette partie de la capitale a changé. Ceux qui, à l’époque, étaient de jeunes collégiens et lycéens sont devenus aujourd’hui des hommes et des femmes, gravés en eux et à jamais les stigmates d’une semaine pas comme les autres. Ceux qu’on a interrogés se souviennent et insistent pour dire que «c’est comme si c’était hier». Pour la plupart d’entre eux, tout a commencé par des rumeurs qui ont circulé à travers les lycées et collèges de la capitale, un mois après la fin des grandes vacances de l’année 1988. C’était la dernière année du lycée, se rappelle Mohamed, résidant dans un quartier limitrophe à Bab- el-Oued. Les préparatifs du bac, le dernier virage avant la fac et le rêve d’un avenir prometteur, cet élève, qui avait brillamment réussi son cursus scolaire, était la fierté de toute sa famille. «Je me souviens comme si c’était hier, j’avais 17 ans et je fréquentais le lycée Ibn-Khaldoun de Miramar (Rais-Hamidou), la veille, l’hebdomadaire *Algérie Actualité* avait été retiré des étals, l’article «censuré» circulait pourtant. Nous étions jeunes et nous faisons seulement semblant de comprendre le sens et la portée de l’article critiquant le pouvoir politique et la cause de sa censure», se rappelle, en souriant, Mohamed. «Nous ne savons pas à ce jour, comment ni à l’initiative de qui, une marche a été improvisée mais cela nous amusait. A chaque tournant, on se disait que les policiers allaient nous intercepter. Sur le chemin qui nous menait à une destination inconnue, la maison de jeunes “Jeunesse 2000”, située au niveau de la corniche de Rais-Hamidou, a été le théâtre d’actes de vandalisme et de pillage commis par des jeunes qui se sont mêlés à la marche», ajoute notre interlocuteur. Mohamed nous racontera leur arrivée à Bab-el-Oued et l’affrontement avec les policiers qui s’en est suivi. Il parlera même de «baptême du feu», allusion aux balles tirées et bombes lacrymogènes. Ses camarades évoquent aussi les scènes de violence et de pillage du Souk-el-Fellah de Malakof, de la SNTA et de la Sonipeç de Bab-El-Oued en passant par les Galeries algériennes. Vingt ans après, Mohamed, comme bon nombre de ses camarades, a achevé ses études universitaires et fondé un foyer. Pour lui, rien n’a changé dans le quartier qui a encore connu les mêmes affres et malheurs suscités par l’injustice sociale. Il dira, vingt ans après le jour où il a couru jusqu’à perdre haleine avec des gamins de son âge dans les rues dévastées de Bab-el-Oued, que les jeunes d’aujourd’hui vivent le même désarroi que celui vécu par leurs aînés. «Les hitistes de l’époque ont été remplacés par des jeunes d’aujourd’hui», dira un autre jeune de Bab-el-Oued. Mais Bab-el-Oued n’est plus le même, beaucoup de ses habitants sont partis. Certains ont été emportés par les eaux lors des inondations de novembre 2001, d’autres relogés dans d’autres quartiers suite à l’effondrement des habitations anciennes. Au niveau de la rue Mira, un boulevard a été aménagé sur le front de mer après les inondations. Sur la plage de Kaâ-Essour, les familles viennent flâner l’été jusque tard dans la nuit, profitant de la brise marine. Plus haut, la bâtisse du Souk-el-Fellah, premier lieu saccagé dans la nuit du 4 au 5 octobre, abrite un hôtel de police. Plusieurs immeubles ont été détruits au niveau de la rue Rachid-Kouache, remplacés par des jardins publics. L’ombre des jeunes «révoltés» de l’époque planera toujours sur ces lieux. Mohamed et ses camarades de l’époque n’arriveront jamais, confient-ils, à oublier le jeune Aidoudi et les autres fauchés par les balles sous leurs yeux et Fatah, devenu handicapé moteur, qui vend des cigarettes à la sortie d’un café.

F-Zohra B.

**Le 5 Octobre 1988...
au Palais du gouvernement**

Le Palais du gouvernement, siège de l’exécutif gouvernemental depuis l’Indépendance, a été converti en quartier général du parti FLN au début de la deuxième moitié de la décennie 1980. Toutes les structures bureaucratiques du parti ont été regroupées, à cette époque, dans cet édifice, certainement pour donner un meilleur ascendant au parti unique qui s’est toujours lamenté de la marginalisation dans laquelle il a été acculé par le pouvoir administratif. L’installation de l’ex-secrétariat permanent du parti, organe de direction, dans les locaux du palais, devait être un message pour marquer la primauté du FLN dans un contexte caractérisé par des luttes internes autour de réformes politiques et économiques que l’Algérie s’apprêtait à mettre en œuvre en pleine crise, provoquée par l’effondrement des prix du pétrole. Une crise qui a bel et bien montré que le sort de l’Algérie est suspendu à la rente pétrolière. Ce constat amère, valable jusqu’à aujourd’hui, n’a malheureusement jamais servi de leçon à nos gouvernants.

Alors que les responsables du parti unique s’agitaient autour de la préparation du 6^e congrès qui devait se tenir au mois de novembre 1988, les grèves, qui n’étaient pas autorisées, éclataient un peu partout. Le malaise était à son comble.

La SNVI, ex-Sonacome, qui vivait des moments cruciaux, paralysée par des arrêts de travail incessants et prolongés depuis le début du mois de septembre, faisait l’objet de palabres interminables entre Algériens avides de nouvelles, y compris dans les hautes sphères de l’ex-parti unique et de l’Etat. La rumeur, qui, en cette époque, n’était pas «des paroles en l’air», constituait un moyen d’information admissible et acceptable. Certes, elle n’échappait pas à la déformation mais dans une situation totalement opaque, cet «informel» permettait d’assouvir quand même, le besoin intense en informations. On entendait, par-ci par-là, que «quelque chose» allait se produire sans pour autant réussir à élucider ce qui se passait réellement. Toutefois, des signes avant-coureurs annonçaient déjà que des changements profonds allaient se produire.

De plus, faut-il rappeler que le président Chadli Bendjedid, qui dans un discours prononcé le 19 septembre 1988 s’est manifesté de manière tout à fait surprenante en versant de l’huile sur le feu, voulant pourfendre les opposants aux réformes, a mis en exergue l’incompétence et l’irresponsabilité de certains cercles du pouvoir en les accusant d’être à l’origine des «maux» dont souffrait l’économie algérienne. Nous sommes le 5 octobre 1988. En cette journée automnale magnifique, un soleil radieux brille sur Alger. Il est 14h et quelques minutes passées. La stupéfaction se lit sur tous les visages des cadres de l’ex-secrétariat permanent du FLN. L’étonnement est à son comble. Rapidement, l’inquiétude et l’appréhension se sont transformées en effroi. Le Palais du gouvernement est déjà entouré de milliers de jeunes déchainés, survoltés, surchauffés presque hystériques et surtout déterminés à faire embraser le siège central du parti unique. Ils surgissent de toutes les rues donnant accès au palais. Ils sont venus, dit-on, de tous les grands quartiers d’Alger : Bab-El-Oued, El-Biar, Soustara, Bab-El-Djedid, place des Martyrs... Ils sont

là, comme s’ils se sont donné rendez-vous en ce lieu combien symbolique pour l’Algérie des années 1980.

En ce jour mémorable du 5 octobre 1988, le Palais du gouvernement est assiégé par une foule immense et colorée. Les manifestants, qui se comptent par milliers dont l’âge ne dépasse pas la trentaine, ne portent ni banderoles ni pancartes et ne clament ni slogans politiques ni autres formules de contestation ou de revendication. Ils sont là, dans une ambiance d’effervescence intense, pour saccager, brûler et injurier le personnel politique de l’époque, responsable à leurs yeux de la faillite du système. Cependant, ils ne véhiculent pas seulement la colère et l’exaspération, mais à les entendre, leurs clameurs et leurs hurlements ont quelque peu un lien avec les faits de l’actualité. Certainement, ce jour-là, ils sont ensemble, ceux qui réclament le changement et la démocratisation et ceux qui veulent tout simplement sortir de leur état d’indigence.

Les pierres pleuvent sur le palais et sur son entourage. Les véhicules stationnés sur le bas de l’esplanade ont commencé à cramer. Les autres, placés un peu plus haut, sont complètement cabossés. Leurs vitres et leurs pare-brises sont brisés. Quelques jeunes emportés par leur euphorie ou par leur colère tentent de pénétrer à l’intérieur du palais.

Leurs tentatives sont restées vaines. Quelques policiers en civil chargés de la surveillance de l’édifice sont complètement désorientés. Leurs appels pour obtenir de l’aide sont restés apparemment infructueux. Ils tirent en l’air pour dissuader la foule de franchir les limites de l’enceinte officielle.

A l’intérieur du palais, le personnel est épouvanté, presque affolé et ne sachant plus quoi faire. Le bureau du défunt Mohamed-Chérif Messaâdia, responsable du parti unique à l’époque, est vide. Il a été appelé, dit-on, à la Présidence pour une réunion urgente qui dure depuis ce matin. Le reste des membres de l’appareil, hauts responsables du parti, presque tous ex-ministres, sont désesparés, ahuris et consternés. L’un d’eux, voyant que les services de sécurité ne répondent pas aux multiples «SOS» qui leur sont lancés et effrayé par le danger qui ne cesse de s’amplifier d’une minute à l’autre, ordonne à l’ensemble du personnel de s’armer de gourdins, de bâtons et de tout autre objet pouvant servir à se défendre, pour empêcher les assaillants de pénétrer à l’intérieur du palais. Rares ceux qui acceptent de le faire, sa colère s’est amplifiée jusqu’à la vocifération d’obscénités et de grossièretés. Quelques adolescents qui tentent de s’introduire en se faufilant entre les véhicules sont vite maîtrisés par certains policiers de garde, aidés par une partie du personnel, ils sont ensuite attachés, tabassés, entassés les uns sur les autres et enfermés dans un cagibi situé juste à l’entrée. Cette situation troublante et chaotique a duré plus de trois heures.

Il est 17 h et quelques minutes, la foule commence à s’effriter, certains jeunes agissant en groupes continuent toujours à lancer sporadiquement des pierres. Alger la Blanche, survolée de temps à autre par un hélicoptère, est toute en fumée. Les rues sont désertes et chargées de gravats, de décombres, de détritus et de débris de toutes sortes. Les véhicules carbonisés ne

cessent de dégager une odeur irritante. La révolte s’est atténuée mais des soubresauts dans les quartiers environnants continuent à prolonger l’écho de la «journée». Quelques fonctionnaires, notamment certaines femmes voyant la situation s’apaiser, se sont aventurés à l’extérieur par la petite porte du haut du palais, en s’engouffrant dans certaines ruelles pour espérer rejoindre leurs domiciles.

A ce moment, l’annonce de l’arrivée des parachutistes est accueillie avec un immense soulagement, comme une sorte de délivrance à l’intérieur du palais. En quelques minutes, les chars se sont positionnés et ont encerclé tout l’édifice. Plus personne n’osait s’exposer aux militaires qui ont réussi très rapidement à imposer un silence de morts dans les parages. Une centaine de fonctionnaires de l’appareil central du parti, de peur d’être agressés, ont choisi de passer la nuit à l’intérieur même de leurs bureaux. A la tombée de la nuit, Alger, débarrassée du vacarme de la journée, semble retrouver son calme habituelle. La perplexité et les incertitudes d’un avenir devenu subitement flou, l’impression attristante que «quelque chose» vient de changer et que les temps futurs ne seront plus jamais comme ils étaient, est fortement présente dans les esprits des «fidèles» à l’ex-parti unique qui s’apprêtent à dormir sur leurs fauteuils complètement affligés par une journée mémorable.

Au lendemain du 5 octobre 1988, ce déluge populaire si impressionnant s’est dégonflé rapidement comme pour laisser place à la rhétorique habituelle. Le parti FLN, fortement ébranlé mais encore résolu, tente de minimiser les conséquences de cet «ouragan» qui, quoiqu’on dise, a révolutionné certains principes et pratiques que certains avaient intérêt à maintenir tels qu’ils avaient été considérés des années auparavant. Quelques mois plus tard, le parti FLN, affaibli par les événements d’Octobre et rendu injustement responsable de l’échec du système, il est délogé du Palais du gouvernement et vidé de ses cadres et de son personnel. C’est la fin d’une période qui a débuté juste après 1962 et le début d’une autre, pour un parti politique, qui bien que malmené à plusieurs reprises au cours de son histoire, il est toujours parvenu à résister et à survivre aux «chocs violents» qui ont secoué parfois assez fortement le système politique algérien.

Cependant, après avoir annoncé pompeusement sa rénovation dès 1990, le FLN s’est recroquevillé sur lui-même pendant toute une décennie avant de se réveiller à partir de 1999 mais sans pour autant se débarrasser de son archaïsme d’avant-1988 et de ses pratiques désuètes donnant tout à fait raison au politologue français Maurice Duverger qui disaient que «comme tous groupes humains, les partis sont conservateurs, ils ne changent pas facilement leurs structures même si l’évolution les y pousse». N’ayant jamais accepté de tirer les leçons de son passé, de faire son «mea-culpa» et de se moderniser, pourtant, dans l’intérêt de tout un pays, le parti FLN, toujours récalcitrant et coriace, continue aujourd’hui comme hier à couvrir l’autoritarisme combien désastreux d’un système voué à la faillite.

Abdelkader Larbi

**BAB-EL-OUED SE SOUVIENT TOUJOURS DE LUI
Il était une fois Noureddine «Ras Kabous»**

Parler des événements d’Octobre 88 à Bab-el-Oued et ne pas évoquer Noureddine Khallout connu sous «Ras Kabous» (tête de pistolet), c’est en occulter une partie importante. Le personnage n’est plus de ce monde. Il est décédé en 2003, emportant avec lui sa souffrance.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Que ce soit à la place des Trois-Horloges, à la Bazetta (Saïd-Touati) ou au boulevard Abderrahmane-Mira, «Noureddine Ras Kabous» reste une légende dans la mémoire de «ouled» Bab-el-Oued. Dans ce quartier populaire de la capitale, son nom revient chaque année lors de la commémoration des événements d’Octobre.

Aujourd’hui disparu, vingt ans après, le nom de «Ras Kabous» est étroitement lié aux tragiques événements d’Octobre 88. Victime de ces faits, il n’a cessé de son vivant de revendiquer réparation. Le personnage, très connu dans l’Algérois, était porté comme étant mort sous la torture qu’il a subie de la manière la plus barbare. Depuis, il n’avait cessé de l’affirmer publiquement, qu’il ne peut plus avoir de rapports sexuels avec sa femme, qu’il ne peut plus connaître de plaisir. «Son souffle lui a été coupé», témoigne-t-on. Fervent supporter de

l’USM Alger, «Ras Kabous» avait tourné le dos depuis quelques années aux erreurs de sa jeunesse. Une année avant l’éclatement des événements d’Octobre, il trouve un boulot au sein de la société «Copemat» comme mécanicien. Le tournant de sa vie ? C’était en octobre 1988, lorsqu’il avait été «identifié» par les émeutiers. Son tort ? «Les policiers sont venus directement chez moi pour avoir été un ancien repris de justice». Selon des témoignages, «c’est suite au vol d’un pistolet au commissariat de Bab-el-Oued, que Ras Kabous avait d’ailleurs restitué, qu’il a été porté sur la liste des personnes ciblées». «Dès qu’on m’avait pris de chez moi, on a tout de suite commencé à me tabasser sans même me parler. J’ai vu toutes les tortures possibles et inimaginables.» Gêné, Noureddine racontait difficilement son histoire. «On m’a complètement dévêtu. On m’a fait le coup de l’échelle. On m’a saucissonné sur un banc et maintenu aussi par des menottes aux pieds. Mes tortionnaires ne cessaient de me viser le sexe par leurs coups. Ils ont atteint ma dignité. On m’a fait asseoir sur des bouteilles. Ils m’ont enfoncé leurs matraques. On m’a castré», racontait-il les vingt jours de tortures subies.

Sa disparition avait fait le tour de Bab-el-Oued en particulier et

d’Alger en général. Le 3 novembre 88, il est remis à sa famille la nuit. Une fois chez lui, il est comme un «ancien moudjahid». «J’avais reçu beaucoup de visites dont celle de TF1. Les policiers qui m’ont torturé furent révoqués. A l’hôpital, des personnalités sont venues me voir dont l’ancien ministre de l’Intérieur Lakhdiri. Ils m’ont tous promis qu’ils m’aideraient et que je devais considérer ce qui s’était passé comme un accident et que rien ne me manquerait. Mais aujourd’hui je reste toujours dans la même situation de misère, oublié. Ce qui me fait mal au cœur, c’est qu’on a inscrit mes sévices au registre de l’accident de travail. Mes allocations, je ne les perçois pas comme victime d’Octobre ! J’aurais préféré qu’ils me tuent, m’enlèvent un bras, un pied ou me paralysent, mais pas me castrer. Je traîne de dépressions en crises. Avec tout ce que j’ai subi, je ne reste qu’un pauvre misérable. Et pourtant, je ne demande qu’un toit et du travail pour faire vivre ma famille.» Ne faisant plus partie de ce monde, Noureddine «Ras Kabous» a laissé derrière lui une femme et une fille adoptive. La famille Khallout réside toujours dans un taudis à Aïn Benian.

A. B.